

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCATP)

(CCATP N° DDTM62-SDE-PERL-2025-01 du 2 décembre 2024)

#### *Pouvoir adjudicateur*

État - Préfecture du Pas-de-Calais - Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais

#### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais par délégation de Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais.

#### *Objet du marché*

Analyses d'eau, de sédiments marins et de boues de station d'épuration

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 21 février 2025 à 16 h 00  
(heure locale de l'adresse du RA)

Le présent CCATP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	7
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	10
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>11</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	11
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	13
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>14</b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	14
4-5. Interventions urgentes.....	14
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>15</b>
5-1. Retenue de garantie.....	15

<b>5-2. Avances.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>15</b>
<b>7-1. Période de préparation.....</b>	<b>15</b>
<b>7-2. Programme d'exécution.....</b>	<b>15</b>
<b>7-3. Conditions d'exécution.....</b>	<b>15</b>
<b>7-4. Conditions d'intervention.....</b>	<b>16</b>
<b>7-5. Formation.....</b>	<b>16</b>
<b>7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b>16</b>
<b>8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....</b>	<b>16</b>
<b>8-2. Admission.....</b>	<b>16</b>
<b>8-3. Garantie des prestations.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9. RESILIATION.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b>17</b>
10-1. Fourniture du flaconnage.....	17
10-2. Acheminement des échantillons.....	17
10-3. Réception au laboratoire.....	18
10-4. Remise des résultats d'analyses.....	18
<b>ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>18</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

### 1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

**Pour le lot 1 :**

- les analyses physico-chimiques et biologiques des prélèvements d'**eaux usées brutes, traitées ou issues du milieu naturel** (milieu marin, saumâtre ou continental), effectués dans le cadre des missions de police de l'eau. Les prélèvements sont effectués par la police de l'eau.
- la prise en charge des échantillons (frais inhérents à la fourniture du flaconnage et à la récupération des échantillons et à leur conservation durant le transport, conformément à l'article 10 du CCATP).
- la fourniture du flaconnage et du matériel de sertissage nécessaire aux prélèvements.
- la préparation des échantillons pour l'analyse (par exemple réalisation d'un échantillon moyen de sédiments).

**Pour le lot 2 :**

- les analyses physico-chimiques et biologiques des prélèvements de **sédiments marins et de boues d'épuration**, effectués dans le cadre des missions de police de l'eau. Les prélèvements sont effectués par la police de l'eau.
- la prise en charge des échantillons (frais inhérents à la fourniture du flaconnage et à la récupération des échantillons et à leur conservation durant le transport, conformément à l'article 10 du CCATP).
- la fourniture du flaconnage et du matériel de sertissage nécessaire aux prélèvements.
- la préparation des échantillons pour l'analyse (par exemple réalisation d'un échantillon moyen de sédiments).

Les analyses participent aux types de contrôles suivants :

- Contrôles de rejets et d'impacts sur les milieux récepteurs (industries, agricultures, collectivités, ..)
- Recherche de responsabilités en cas de pollution,
- Contrôles administratifs des systèmes d'épuration : rejets, déversoirs d'orage, eaux brutes, milieux récepteurs, boues d'épuration.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : le Département du Pas-de-Calais

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans les bordereaux des prix.

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et par subdélégation le Chef du Service de l'Environnement pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le représentant de l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du représentant de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et par subdélégation le Chef du Service de l'Environnement ou le Responsable de la Cellule Police des Eaux et Risques Littoraux pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2. Forme des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de

dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

### **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ou par subdélégation le Chef du Service de l'Environnement ou le Responsable de la Cellule Police des Eaux et Risques Littoraux

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, suivant les conditions définies à l'article 3-2 de chaque Acte d'Engagement.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La référence du marché, code exécutant de la dépense et n° d'EJ.

Le représentant de l'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Analyses eau saumâtre, de rejet, continentale
<b>Lot 2</b>	Analyses des sédiments et boues d'épuration

## **1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-6.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La communication des résultats d'analyses à autrui relève de la compétence exclusive de la police de l'eau.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCATP.

### **1-6.2 Sites sensibles**

Sans objet.

### **1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

**Il est rappelé que le personnel amené à manipuler des échantillons souillés (eaux usées, boues,) doivent être à jour de leurs vaccinations courantes, ainsi que celle contre la leptospirose.**

### **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

#### 1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.



Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

### **1-8.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au représentant de l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du représentant de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-8.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

### **1-8.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Le titulaire doit prendre en compte les prescriptions environnementales qui correspondent notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux de prélèvements.

## **1-9. Ordres de service**

Sans objet.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement de chaque lot et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé électroniquement par les représentants habilités des parties**) ;

- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 janvier 2009 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Les bons de commandes émis au titre du présent marché ;
- Les bordereaux des prix ;

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans les bordereaux des prix.**

#### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles *11 et 12* du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Chaque bon de commande donne lieu à paiement partiel définitif.

Lorsque tous les bons de commande émis au titre du présent marché ont été exécutés, le RA établit la récapitulation des paiements partiels définitifs déjà réglés ainsi que le solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant au dernier bon de commande réalisé.

#### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **3-2-4.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RA.

## **3-3. Variation dans les prix**

### **3-3.1.** Les prix sont fermes et actualisables.

### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3.** Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont ajustés par référence au tarif du fournisseur.

Les conditions et périodicités d'ajustement sont fixées comme suit :

Le titulaire du marché s'engage à notifier au représentant de l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif de référence en 1 exemplaire avec un préavis de 2 mois minimum, avant la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

### **Clause de butoir :**

Les prix résultant du nouveau tarif du titulaire ne peuvent pas dépasser de plus de 2 % annuellement les prix initiaux du marché.

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 2 % annuellement les prix initiaux du marché, ce ou ces prix seront ramenés aux prix initiaux du marché majorés par ce pourcentage de 2 %.

#### **Clause de sauvegarde :**

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 3 % annuellement les prix initiaux du marché, le représentant de l'acheteur se réserve, par dérogation à l'article 42 du CCAG, le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date d'application de son nouveau tarif.

### **3-3.4. Choix de l'index de référence**

Sans objet

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le représentant de l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au représentant de l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, pour les 15 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 30 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 40 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

Pénalité pour non respect des seuils de quantification contractualisé dans les bordereaux des prix.

En cas de non-respect des seuils de quantification, les analyses concernées seront réputées non conformes et leurs coûts seront déduits du montant total de la commande.

#### **4-3.1. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €

#### **4-3.2. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €

### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **4-5. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique ou par messagerie électronique de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCATP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Les interventions d'urgences sont précisées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement de chaque lot.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sans objet.

## **ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au représentant de l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du représentant de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du représentant de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

**Il est rappelé que le personnel amené à manipuler des échantillons souillés (eaux usées, boues,) doivent être à jour de leurs vaccinations courantes, ainsi que celle contre la leptospirose.**

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

#### **7-4. Conditions d'intervention**

Sans objet.

#### **7-5. Formation**

Sans objet.

#### **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

### **ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

#### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

Sans objet.

#### **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-3. Garantie des prestations**

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie particulière.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du représentant de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **ARTICLE 9. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du représentant de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.



Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le représentant de l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le représentant de l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

### **10-1. Fourniture du flaconnage**

Le titulaire du marché fournira le flaconnage nécessaire aux opérations de prélèvements, ainsi que le matériel nécessaire à son sertissage et à sa conservation durant le transport (glacières et pains de glace). Le flaconnage et ses matériels devront être livrés à l'adresse figurant sur le bon de commande, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date d'envoi du courriel.

### **10-2. Acheminement des échantillons**

**Les frais de transport sont à la charge du titulaire du marché. Ces coûts sont inclus dans les tarifs unitaires et forfaitaires proposés.**

Les flacons doivent être protégés des chocs et des contaminations extérieures possibles.

Les échantillons prélevés par le service en charge des missions de Police de l'Eau, et conservés sur son site d'Arras ou Boulogne-sur-mer, devront être récupérés pour analyse avant 18:00 si la demande d'enlèvement est exprimée le matin avant 14:00, ou avant 12:00 si la demande est exprimée la veille entre 14:00 et 18:00.

Les échantillons seront récupérés par le titulaire de marché, à l'adresse du site « préleveur » indiquée sur le bon de commande :

- site de Boulogne-sur-Mer :  
DDTM du Pas-de-Calais  
Police des Eaux et Risques Littoraux  
96 Boulevard Gambetta  
62200 Boulogne-sur-mer
- site d'Arras :  
DDTM du Pas-de-Calais  
Police de l'Eau et Milieux Aquatiques  
100 Avenue Winston Churchill – CS 10007  
62022 Arras Cedex

Les échantillons sont transportés en glacières réfrigérées (inférieure à 5°C) et doivent être déposés au laboratoire le plus rapidement possible après le prélèvement. Les analyses devront débuter dans un délai maximum de 24 heures après la demande d'enlèvement des échantillons.

La température à l'arrivée au laboratoire ainsi que les températures minimales et maximales durant le transport doivent être maintenues à une valeur inférieure à 5°C.

Les demandes d'enlèvement seront formulées par courriels ou fax adressés à un correspondant désigné par le titulaire du marché.

### **10-3. Réception au laboratoire**

Les modalités de réception et d'enregistrement des échantillons sont spécifiées par le laboratoire d'analyses.

Les échantillons sont stabilisés au laboratoire selon les indications précisées dans leur procédure interne.

### **10-4. Remise des résultats d'analyses**

Dès leur obtention, les résultats d'analyses seront communiqués en format électronique par voie informatique à l'adresse électronique figurant sur le bon de commande.

Les résultats seront transmis au format papier à l'adresse figurant sur le bon de commande, dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la date figurant sur la demande d'enlèvement.

Ce délai sera ramené à 21 jours calendaires en cas d'analyse urgente.

La date et l'heure de début des analyses figureront sur le bulletin de résultats.

## **ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **CCAG :**

CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-3.3	déroge à l'article	42 du CCAG
CCATP 4-2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.3 du CCAG
CCATP 8-3	déroge à l'article	33.1 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG